

Brochure n° 3134

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2205. – NOTARIAT**

---

ACCORD DU 16 OCTOBRE 2014  
RELATIF AU FINANCEMENT DES SYNDICATS

NOR : ASET1451199M

IDCC : 2205

Les partenaires sociaux du notariat réaffirment leur attachement à un dialogue social de qualité, notamment à l'heure où la profession fait l'objet de nombreuses attaques.

C'est pourquoi le conseil supérieur du notariat a souhaité renouveler, au titre de l'année 2014, le versement de la subvention destinée à favoriser ce dialogue instauré au niveau de la branche, seul niveau de négociation pertinent au regard des enjeux de la profession, dont bénéficient depuis plusieurs années les organisations syndicales de salariés représentatives dans le notariat.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux sont convenus de ce qui suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

Le conseil supérieur du notariat participe pour l'année civile 2014 au financement des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche par le versement d'une subvention globale d'un montant de 225 000 €.

**Article 2**

Sauf dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles, cette subvention est répartie entre les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche selon les critères suivants :

- 2/5 de l'allocation répartis de façon égale entre l'ensemble des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche ;
- 1/5 de l'allocation réparti entre les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche proportionnellement à leur taux d'assiduité aux réunions plénières de la commission mixte paritaire de la convention collective, avec comme référence l'année civile précédant celle pour laquelle la subvention est versée, soit l'année 2013 :
  - CFDT : 100 % ;
  - CFE-CGC : 100 % ;
  - CFTC : 100 % ;
  - CGT : 100 % ;
  - CGT-FO : 100 % ;

- 1/5 de l'allocation réparti de façon égale entre les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche qui présentent des candidats à l'élection au conseil d'administration de la CRPCEN, critère de représentativité retenu, soit pour le scrutin de 2011, cinq syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT et CGT-FO) ;
- 1/5 de l'allocation réparti entre les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche proportionnellement au nombre de voix obtenues dans le collège des actifs à l'élection au conseil d'administration de la CRPCEN, critère de représentativité retenu, soit pour le scrutin de 2011, 11 115 suffrages valablement exprimés, dont :
  - 6 774 pour la liste union pour la CRPCEN avec application entre les organisations syndicales membres de cette liste d'une clé de répartition basée sur le nombre d'élus titulaires et suppléants de chacune d'entre elles, soit au total 8 élus sur cette liste, à savoir :
    - 2 élus CFDT, soit 2/8 ;
    - 4 élus CFE-CGC, soit 4/8 ;
    - 1 élu CFTC, soit 1/8 ;
    - 1 élu CGT, soit 1/8 ;
  - 4 341 pour la CGT-FO.

### **Article 3**

Compte tenu des dispositions des articles précédents, les sommes seront versées au 24 octobre 2014, par chèque, à chacune des organisations syndicales ci-dessous énumérées.

### **Article 4**

Au titre de l'année 2014, les montants seront les suivants :

- fédération des services CFDT : 42 856 € ;
- syndicat national des cadres et techniciens du notariat, affilié à la CFE-CGC : 49 713 € ;
- fédération commerce, services et force de vente, affiliée à la CFTC : 39 428 € ;
- fédération nationale des personnels des sociétés d'études CGT : 39 428 € ;
- fédération générale des clercs et employés de notaire, affiliée à la CGT-FO : 53 575 €.

### **Article 5**

Lesdites sommes versées par le conseil supérieur du notariat s'imputeront sur celles qui pourraient être dues par la profession au titre de l'année 2014 en vertu de toute réglementation et/ou convention actuelles et/ou futures relatives, à quelque niveau que ce soit, à l'aide au financement du syndicalisme et/ou au dialogue social et/ou au paritarisme.

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée, qui s'achèvera le 31 décembre 2014 et ne concernera que l'année civile 2014.

Si une disposition législative vient réglementer le financement des organisations syndicales pendant la période de validité du présent accord, les partenaires sociaux se réuniront dans les 3 mois de son entrée en vigueur afin de convenir de ses modalités d'application.

Il sera déposé conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il sera soumis à la procédure d'extension prévue à l'article L. 2261-24 du code du travail à l'initiative de la partie la plus diligente.

Fait à Paris, le 16 octobre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

CSN.

**Syndicats de salariés :**

FS CFDT ;

SNCTN CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FSE CGT ;

FGCEN CGT-FO.